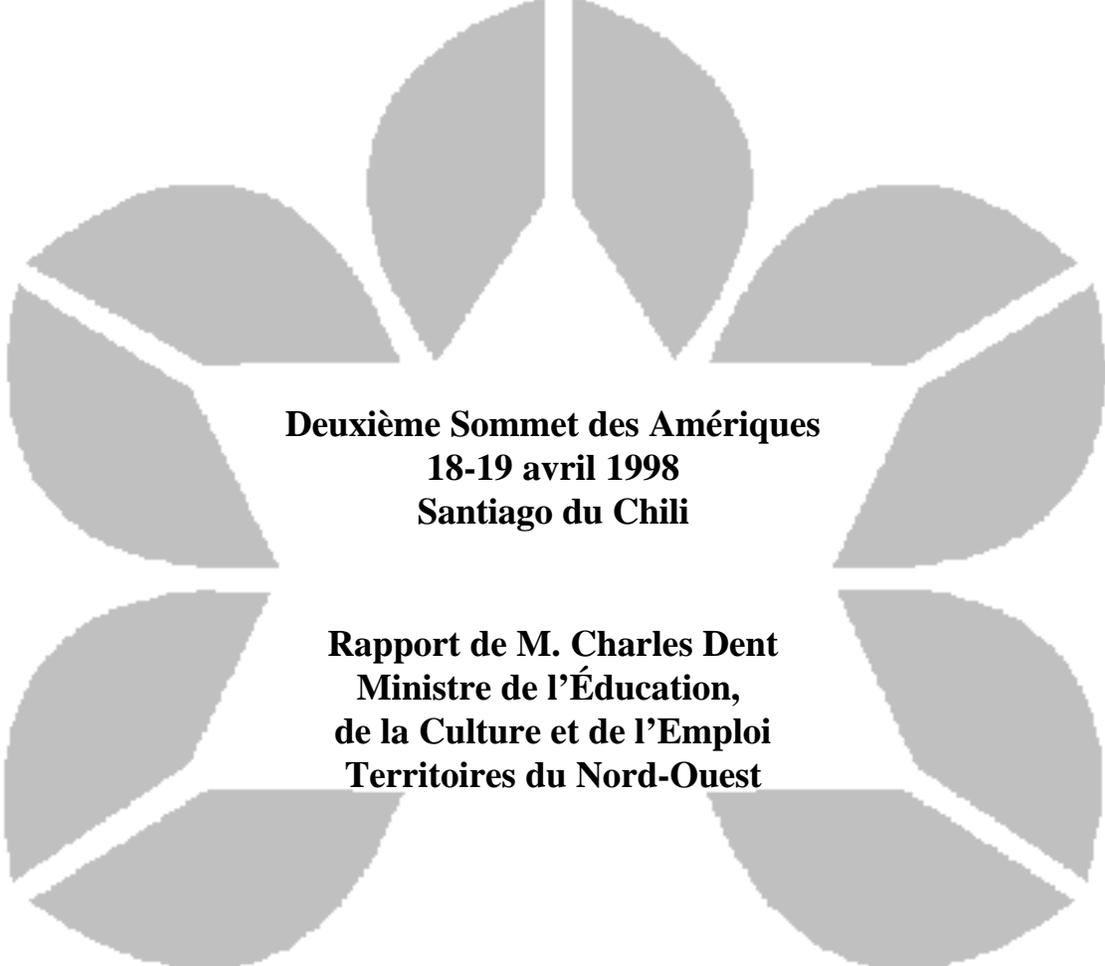


# **Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)**



**Deuxième Sommet des Amériques  
18-19 avril 1998  
Santiago du Chili**

**Rapport de M. Charles Dent  
Ministre de l'Éducation,  
de la Culture et de l'Emploi  
Territoires du Nord-Ouest**

**Sommet des Amériques**  
**18-19 avril 1998**  
**Santiago du Chili**

*Rapport de M. Charles Dent*  
*Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi*  
*Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest*

La Conférence a débuté le samedi matin par des allocutions de MM. Frei, Président du Chili, et Clinton, Président des États-Unis. Tous deux ont évoqué l'importance de l'éducation, reliant le développement économique au niveau d'instruction de la population. M. Clinton a également souligné le rôle joué par une opinion instruite dans le développement et la durabilité des démocraties.

Les séances de travail de la Conférence ont commencé à l'issue des deux allocutions d'ouverture. Le premier thème était celui de l'éducation. J'étais placé derrière le Premier ministre pendant cette séance et je lui ai proposé quelques éléments pour son intervention.

La plupart des chefs d'État et de gouvernement qui sont intervenus pendant la session sur l'éducation ont souligné l'importance de ce domaine, et ont établi un lien entre éducation et libre-échange. Le Premier ministre de Trinité-et-Tobago a affirmé que le développement économique passe par le développement humain. Il a ajouté que le libre-échange ne procure aucun avantage à un pays qui n'a rien à exporter; or, une nation doit être instruite afin de créer des produits et services pour l'exportation.

Beaucoup de chefs d'État et de gouvernement ont insisté sur la priorité élevée qu'ils attachaient dans leurs pays au développement de la formation à distance, qui constituerait la méthode la plus prometteuse pour rejoindre un nombre maximum de personnes. Plusieurs personnes ont proposé une démarche au niveau de l'hémisphère en vue de la création de méthodes d'enseignement à distance, de programmes d'études et de normes.

Le Président américain a souligné la nécessité pour tous les pays de consentir des investissements considérables dans l'éducation, afin de déclencher des changements sensibles. Il a également lancé à la Banque interaméricaine de développement (BID) le défi de doubler (jusqu'à 300 millions de dollars) les crédits qu'elle offre pour les projets reliés à l'éducation.

Pendant son intervention à la séance sur l'éducation, le Premier ministre du Canada a établi un lien entre la technologie avancée et les études supérieures, et a suggéré que le Canada avait beaucoup à offrir en matière de systèmes qui ont fait leurs preuves et de gens aptes à les implanter et à dispenser une formation sur leur maniement. Il a noté que l'un des ministres de l'Éducation du Canada faisait partie de l'Équipe Canada au Chili.

M. Chrétien a décrit l'expérience des provinces et territoires canadiens dans la formation à distance et dans les milieux multilingues et multi-ethniques. Il a particulièrement évoqué l'école

Leo Ussak, à Rankin Inlet. Le Premier ministre a également indiqué les raisons pour lesquelles les échanges d'élèves et d'enseignantes et d'enseignants sont avantageux pour toutes celles et tous ceux qui y participent. Il a en outre déclaré que le Canada appuyait les objectifs du Plan d'action par le biais de bourses et d'échanges. Enfin, il a annoncé une expansion considérable du Net Corps, programme de stages pour jeunes en Amérique latine et dans les Antilles.

Lorsque la séance de travail est passée à un autre sujet, je me suis rendu à une conférence de presse pour les journalistes canadiens. M. Darren Schemmer du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), M<sup>me</sup> Ethel Thayer (OIP - Rescol) et moi-même sommes intervenus; l'une des personnes participant au projet pilote «Net Corps» était présente et disposée à répondre aux questions. J'ai été étonné de constater combien peu la presse s'est intéressée à la question. Il s'est avéré que les journalistes canadiens venaient d'apprendre que CNN les avait pris de vitesse en annonçant avant eux la visite du Premier ministre Chrétien à Cuba... les dossiers de l'éducation ne faisaient donc pas le poids.

Un déjeuner a réuni les ministres à l'issue de la conférence de presse. À ma table étaient placés plusieurs ministres de l'Éducation (ceux de la Colombie, du Chili, de l'Équateur, du Mexique, de l'Argentine et de Panama), ainsi que le Secrétaire à l'Éducation des États-Unis. Les discussions ont porté sur de nombreux thèmes, depuis la formation à distance jusqu'à la décentralisation de la prise des décisions. Il en est clairement ressorti que le Canada jouit d'une grande réputation et que beaucoup de pays espèrent bénéficier de notre expérience et de nos connaissances spécialisées.

L'après-midi, une séance avait été prévue de 16 à 18 h pour les ministres de l'Éducation, mais a commencé avec plus de 45 minutes de retard. Je crois que tous les pays de l'Amérique du Nord et du Sud étaient représentés à cette réunion, mais seulement deux ministres antillais étaient présents (à cause du coût du déplacement semble-t-il, et aussi parce qu'il n'avait été annoncé que tardivement que l'éducation occuperait une telle place au sommet).

Toutes les interventions ont souligné l'importance de cette rencontre des ministres de l'Éducation. Beaucoup ont évoqué la nécessité de collaborer en vue d'améliorer et de réformer les systèmes d'éducation de notre hémisphère; certaines personnes envisageaient même d'élaborer des normes au niveau de l'hémisphère.

Le ministre jamaïcain a déclaré que les liens entre les normes nationales et pour l'hémisphère et les programmes d'études devaient être mieux définis avant que l'on ne puisse approfondir la possibilité de mettre au point des plans à l'échelle de l'hémisphère. Les délégations nicaraguayenne et péruvienne ont affirmé que les plans élaborés doivent tenir compte des possibilités réelles. Le chef de l'État nicaraguayen a déclaré qu'il ne croyait pas que son pays puisse se conformer à l'«objectif pour l'hémisphère» voulant que tous les enfants puissent avoir accès d'ici l'an 2010 à l'enseignement primaire, vu la pauvreté trop enracinée dans son pays.

Tous les ministres, y compris le Secrétaire à l'Éducation américain, ont convenu que le moment était venu d'«étouffer» le rapport du groupe de travail aux coordonnateurs du deuxième sommet des Amériques, intitulé «Projets de coopération régionale en matière d'éducation pour le deuxième sommet des Amériques» (on trouvera en annexe du présent rapport le plan d'action et le tableau).

L'on s'est généralement entendu pour dire qu'il convenait de mettre au point pour la réunion des ministres de l'Éducation à Brasilia, les 30 et 31 juillet, un ordre du jour qui déboucherait sur un plan concret constitué d'activités susceptibles de mener à des progrès rapides sur certains des points figurant au plan d'action, et comportant des délais fixes pour tous les projets envisagés. La plupart des participantes et participants ont en outre accepté de tâcher de créer un mécanisme conçu pour assurer le suivi et la communication publique des activités reliées au plan d'action. Les États-Unis ont proposé que la gestion du processus soit confiée au groupe de travail, qui avait mené à bien jusque-là la réalisation du plan d'action, tous les autres pays ont estimé qu'il convenait de confier cette tâche à un comité ministériel. L'on a proposé que ce comité réunisse des ministres représentant l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, les États-Unis, deux pays des Antilles, et le Canada. L'on a souligné avec insistance la nécessité pour le Canada, hôte du prochain sommet, de participer à toutes les rencontres sur l'éducation au niveau de l'hémisphère.

J'ai accepté de saisir le CMEC de cette demande et j'ai promis d'y répondre rapidement. J'ai par ailleurs ajouté que je pensais que nous serions disposés à participer. M'étant entretenu avec M. Darren Schemmer, représentant du MAECI, de la demande de participation canadienne, il a accueilli cette perspective favorablement (j'ai précisé que le coût de la participation devrait être supporté par le MAECI).

Les ministres se réuniront pour la première fois au mois de mai à Washington. M<sup>me</sup> María Josefina Lira Bianchi, chef des relations internationales à l'office des relations internationales du ministère brésilien de l'Éducation, semble être responsable de la coordination de la réunion, et c'est donc à elle qu'il conviendrait de signaler notre décision quant à la participation du Canada.

La ministre barbadienne a signalé que le 1<sup>er</sup> août est une fête nationale importante dans beaucoup de pays des Antilles, et a demandé que l'on envisage de déplacer la rencontre de Brasilia, prévue pour les 30 et 31 juillet. Les participantes et participants ont paru s'entendre pour envisager une autre date voisine.

Le dimanche matin, les ministres de l'Éducation se sont revus pour entendre des présentations de plusieurs organismes internationaux.

M. Cesar Gaviria, secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), a formulé le vœu que de bonnes statistiques soient mises au point sur les résultats. Une fois disponible le système de statistiques fiables, a-t-il ajouté, ces statistiques pourraient servir à faire progresser le programme d'action en matière d'éducation. M. Gaviria s'est dit préoccupé de constater que les rencontres comme celle-ci ne débouchaient trop souvent sur aucun résultat tangible, et a

encouragé les ministres à se concerter pour assurer que des progrès soient accomplis dans la réalisation du programme. Il a précisé que l'OEA était bien décidée à soutenir le plan d'action, et a conclu en invitant les ministres à orienter leurs débats sur des mesures précises plutôt que sur des discussions générales.

La directrice générale de l'UNESCO pour l'Amérique latine a évoqué la nécessité d'élaborer des indicateurs de qualité. Elle a exposé les travaux accomplis par l'UNESCO dans le développement d'une méthodologie pour les études du rendement des niveaux d'éducation et de la qualité de l'enseignement. L'UNESCO poursuivra ses travaux dans le cadre d'un programme de réforme de l'éducation, de concert avec des pays de l'Amérique latine et des Antilles, et dans le cadre d'un programme favorisant une plus grande participation locale à la prise des décisions.

M. James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, a déclaré que la banque avait investi 10 milliards de dollars au cours des trois dernières années et prévoyait débloquer encore 20 milliards au cours des trois prochaines années. Il a souligné la nécessité de considérer les programmes sur un horizon de 10 à 12 ans, plutôt que de privilégier les projets plus ciblés et à court terme. M. Wolfensohn a en outre déclaré que les plans mis en œuvre par les divers pays devaient avoir une large portée, depuis les soins prénataux et l'intervention précoce, visant à donner aux jeunes un bon départ, jusqu'à la formation professionnelle, en passant par le primaire, le secondaire et le tertiaire. Il a par ailleurs évoqué la nécessité pour les banques et les ministres de l'Éducation de parler le même langage, ainsi que de définir la participation du secteur privé et de divers intervenants sociaux (ONG).

M. Wolfensohn a proposé que tous les pays élaborent de tels plans stratégiques généraux, s'étendant jusqu'à l'an 2010, et comportant des buts et des méthodologies d'évaluation du rendement. Il a enfin noté que la Banque mondiale a rendu plus accessibles les prêts de cinq millions de dollars ou moins plus accessibles dans le secteur de l'éducation et de l'apprentissage, puisque les demandes sont traitées en moins de 60 jours.

M. Enríque Iglesias, président de la BID, a émis une mise en garde à l'intention des ministres, les invitant à suivre des plans conçus dans leurs propres pays, en fonction de leurs besoins intérieurs, plutôt que de créer des programmes conformes aux attentes des banques ou de l'OEA. Il a noté que la BID est disposée à consacrer 50 % de ses ressources aux programmes sociaux, surtout en éducation, et tout particulièrement au niveau primaire. La banque souhaite que le programme d'action en matière d'éducation pour la région soit abrégé et que les ministres mettent en œuvre des projets concrets qui déboucheront sur des résultats.

M. Iglesias a exposé trois initiatives que la banque est disposée à contribuer à financer :

- des programmes d'échanges d'élèves et d'enseignantes et d'enseignants, visant à encourager la diffusion des pratiques exemplaires;
- de nouveaux programmes visant à susciter des écoles d'excellence (écoles virtuelles le cas échéant) spécialisées en mathématiques, en sciences et en technologies nouvelles);
- des programmes de formation à distance.

M. Iglesias a ajouté que la banque proposera à la réunion de Brasilia un plan de financement de ces nouvelles initiatives.

M. José Antonio Ocampo, secrétaire général de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Antilles (CEPAL) est brièvement intervenu au sujet du rôle de son organisation dans le domaine de l'éducation, et de la réunion prévue au Brésil au mois de juillet.

La réunion a conclu peu après les interventions de ces organisations. Quelques pays ont prononcé des observations de clôture. Les États-Unis ont répété que des rencontres de ministres de l'Éducation comme celle-ci revêtaient une grande importance puisqu'elles nous permettaient à toutes et tous d'apprendre les uns des autres et de nous entretenir des moyens de collaborer afin de mettre en commun nos pratiques exemplaires. La Barbade a rappelé que la capacité administrative des petits pays est très limitée, et que le moment est venu de passer outre aux études et d'assurer que des mesures soient prises en vue d'appliquer le programme. Des inquiétudes ont également été soulevées quant à la capacité de certains pays à rembourser les prêts contractés en vue de projets éducatifs.

Le Brésil a encouragé tous les pays à assister aux réunions de la fin juillet, et proposé qu'à terme, leur portée soit élargie pour y faire participer plusieurs autres pays, notamment les pays européens.